ASSEMBLÉE NATIONALE

Bibliographie

Québec

Bibliothèque de l'Assemblée nationale
Division de la référence parlementaire

92-01835/

CONFLITS D'INTÉRÊTS

1988-1990

No 35

Avril 1990

Bibliographie sélective

Par

Gilberte Boilard
Bibliothécaire

Dépôt légal
Bibliothèque Nationale du Québec
2e trimestre - Avril 1990

SOMMAIRE

I - CANADA 1

- Articles de journaux. 7

II - ÉTATS-UNIS 22

III - EUROPE 41

La Direction de l'information et des services techniques de la Bibliothèque du Parlement, au Canada, a produit une bibliographie sur le sujet en mai 1988.

I - CANADA

1. AIKENHEAD, Sherri. **"A fight for vindication."** Maclean's, vol. 101, no 11, March 7, 1988.

   À propos de l'affaire Sinclair Stevens.

2. ALBERTA. Lois, statuts. **"Code of Ethics and Conduct Act."** Bill 201, 1989, Assemblée législative de l'Alberta, 1re Session, 22e Législature.

3. BAILIE, Warren et David Johnson. **"Free from interests."** Options politiques, vol. 9, no 2, mars 1988, pp. 3-5.

   "Ethics in government need regulating and monitoring with sensitivity and investigative skill."

4. **"(British Columbia) conflict guidelines prevent ex-bureaucrats from lobbying for six months."** British Columbia Politics & Policy, June 1988, p. 5.

5. CAMERON, Stevie. **Ottawa inside out: power, prestige and scandal.** Toronto: Key Porter Books, 1989. 305.0971384 C182.

6. CAMERON, Stevie. **"Ottawa sans dessus dessous."** L'Actualité, novembre 1989, pp. 121-128.

   "Une journaliste lève le voile sur un monde de pots-de-vin, de prostitution, de fraude et d'écoute électronique sur la Colline parlementaire."

   À propos du volume de Mme Cameron: Ottawa inside out: power, prestige and scandal.

7. CANADA. Chambre des Communes. Comité spécial chargé de l'examen de la Loi sur le Parlement. **Procès-verbaux et témoignages du Comité spécial chargé de l'examen de la Loi sur le Parlement du Canada concernant: examen de la Loi sur le Parlement du Canada en ce qui concerne les pouvoirs, devoirs et obligations des membres de la Chambre par rapport à cette loi et en ce qui concerne**

l'autorité, les responsabilités et la compétence du Bureau de régie interne. Ottawa: Approvisionnements et Services Canada, fascicule no 1- , 20 décembre 1989-

8. CANADA. Lois, statuts. "**Loi visant à empêcher toute incompatibilité entre les intérêts privés des parlementaires et les devoirs de leur charge, constituant la Commission des conflits d'intérêts et apportant des modifications corrélatives à certaines lois.**" Projet de loi C-46, 1989.

   Dépôt et première lecture, 9 novembre 1989.

9. CANADA. Parlement. Chambre des Communes. Comité permanent des élections, de la procédure et des affaires courantes émanant des députés. **Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des élections, des privilèges, de la procédure et des affaires émanant des députés concernant: étude de l'ordre de renvoi concernant les droits, immunités et privilèges des membres de la Chambre des Communes**. Ottawa: Imprimeur de la Reine, 2e Session, 34e Législature 1989-1990.

   Fascicules nos 19 et 20: 20 décembre 1989, 23 et 30 janvier 1990.

10. CANADA. Parlement. Chambre des Communes. "**Conflits d'intérêts**" in Index des Débats de la Chambre des Communes. Ottawa: Imprimeur de la Reine, 2e Session, 33e Législature, 1988-

11. CARSON, Bruce. **Les conflits d'intérêts: règles applicables aux législateurs fédéraux**. Ottawa: Service de recherche, Bibliothèque du Parlement, 1988. 24p. YM32-1/79-3-1988 11F.

    "Bien que, dans notre société, il existe un principe de base suivant lequel l'individu doit être aussi libre que possible d'orienter ses intérêts économiques, il est également nécessaire que les personnes qui sont titulaires de charges publiques et, de ce fait, sont les fondés de pouvoir de la population ne s'occupent pas, dans l'exercice de leurs fonctions, d'affaires dans lesquelles elles possèdent un intérêt économique

personnel. Même si un législateur croit faire preuve d'impartialité dans l'exercice de ses fonctions, son jugement peut quand même être influencé par ses intérêts personnels. En outre, il peut exister, aux yeux du public, des apparences de conflit... Certains font valoir que les dispositions actuelles en matière de conflits d'intérêts ne permettent pas de faire face aux situations qui peuvent se présenter dans le monde des affaires d'aujourd'hui et que le Parlement devrait promulguer des règles plus sévères."

12. CORELLI, Rae. **"A flurry of scandals: police pursue an inquiry in the sealed office of a Peterson senior aide."** Maclean's, vol. 102, no 28, July 10, 1989, pp. 12-13.

13. COUTURE, Jean. **"Les contraintes de la carrière dans la fonction publique."** Traité de droit administratif, tome II: La Gestion du personnel. Sainte-Foy: Les Presses de l'Université Laval, 1986. 1393p. 347.1026 D974 1984- 2.

Section IV: L'obligation de désintéressement et de probité:

a) la corruption administrative;
b) le conflit d'intérêts.

14. DEWAR, Elaine. **"Shocking revelations at the OSC: the real trouble with Harry."** Canadian Business, August 1988, pp. 19-26, 59-66.

"He was a high official of the OSC, watchdog of Ontario's capital markets. He had investments in a firm that came before the commission. And he got free advice from pro investors who'd been under its scruting. What's the real scoop on Harry Malcolmson? It's tale of tax rules and chaos at the cop shop."

15. **L'Éthique: une nouvelle règle administrative**. Montréal: Fides, 1988. 192p. 174.4 E84.

Comment surgit la question éthique en administration: cohérence et limite d'un discours? Éthique et gestion. L'éthique dans la formation en administration.

L'éthique et l'administration dans le secteur public. Code déontologique et administration publique.

16. FORTIN, Thomas-Louis et autres. **"Le contrat"**, in Traité de droit administratif, tome I. Sainte-Foy: Les Presses de l'Université Laval, 1986. 955p. 347.1026 D974 1984-

"Au Québec, de nombreuses lois prohibent explicitement les conflits d'intérêts ou obligent à la divulgation d'intérêts. Au fédéral, de telles règles statutaires sont plus rares. Mais, sans même qu'il y ait effectivement fraude ou corruption, le seul doute quant à l'impartialité de l'agent peut entraîner la déchéance de ce dernier de même que la nullité de ses actes." (pp. 640-641).

Nombreuses notes au bas des pages: références aux lois, à la jurisprudence.

17. ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD. Lois, statuts. **"Conflict of Interest Act."** Prince Edward Islands Acts, 1989, chap. 9.

18. JANIGAN, Mary. **"Avoiding divisive conflicts."** Maclean's, vol. 101, no 11, March 7, 1988, pp. 12-14.

"Prime Minister Brian Mulroney introduced new conflict-of-interest legislation and went on the offensive against critics in the media and the opposition."

19. MADISSO, Merike. **Conflict of interest in Ontario: a legislative history.** Toronto: Ontario Legislative Library, Legislative Research Service, 1987. 19f. 328.713072 059c 74.

L'auteur fait l'historique des directives sur les conflits d'intérêts concernant les membres du cabinet ontarien depuis 1972. Il note le caractère plus restrictif du projet de loi 23 qui s'applique autant aux députés qu'aux ministres.

20. MANITOBA. Lois, statuts. **"Loi sur les conflits d'intérêts au sein de l'Assemblée législative et du Conseil exécutif."** Lois revisées du Manitoba, 1987, chap. L112.

Modifications: Lois du Manitoba, 1988-1989, chap. 26: Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts au sein de l'Assemblée législative et du Conseil exécutif; chap. 13, art. 23.

21. NOUVELLE-ÉCOSSE. Lois, statuts. **"An Act respecting conflict of interest and financial disclosure."** Bill no 45. Halifax: Queen's Printer for Nova Scotia, 1990.

22. NOUVEAU-BRUNSWICK. Lois, statuts. **"Loi sur les conflits d'intérêt."** Lois du Nouveau-Brunswick, 1989, chap. 23.

L'alinéa 2(2)f de la Loi sur les conflits d'intérêts, chapitre C-16.1 de 1978 est abrogé et remplacé.

23. NOUVEAU-BRUNSWICK. Ministère des Affaires municipales et de l'Environnement. **Législation concernant les conflits d'intérêts dans les municipalités: document de travail**. (Frédéricton): Le Ministère, 1989. 13p. (Microlog: 89-04148). Microfiche.

"La Loi sur les municipalités du Nouveau-Brunswick contient des dispositions précises concernant les conflits d'intérêts qui s'appliquent aux représentants municipaux élus et nommés de la province... La première partie du document présente les grandes lignes de la législation concernant les conflits d'intérêt dans les municipalités du Nouveau-Brunswick et en fournit une interprétation. La deuxième partie identifie des points précis de la législation concernant les conflits d'intérêt dans les municipalités, et présente un ensemble de directives pour une nouvelle législation qui établirait un code de conduite à l'intention des représentants municipaux du Nouveau-Brunswick."

24. ONTARIO. Lois, statuts. **"Loi concernant les conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée nationale et du Conseil des ministres."** Lois de l'Ontario, 1988, chap. 17, pp. 87-107.

25. QUÉBEC. Assemblée nationale. **"Conflits d'intérêts"** in Journal des débats: index, . Québec: L'Assemblée, 1988- .

26. ROBERTSON, James R. **Bill C-46: Members of the Senate and House of Commons Conflict of Interest Act**. Ottawa: Library of Parliament, Research Branch Law and Government Division, 1989. 23p.

27. THOMSON, Carolyn. **"Conflict of interest: a comparative view"**, pp. 47-67 in Canadian Legislatures, 1987-1988. Toronto: Robert Fleming International Research Inc., 1988. 275p. 328.971 C212.

"In the following sections, specific aspects of conflict of interest legislation are discussed, comparing provisions made in each of Canada's thirteen electoral jurisdictions. Comments are limited to formal or legislated conflict provisions only. Convention and political prudence demand that these will constitute minimum limits on members' behaviour and minimum sanctions for transgressions. Also, conflict of interest rules and legislation will be discussed in general comparative terms which may not reflect complex details and exceptions contained in each Act or Code."

28. SARPKAYA, S. **Lobbying in Canada: ways and means**. Toronto: CCH Canadian, 1988. 292p. 328.71078 S246.

Appendix I: Federal conflict of interest laws.
Appendix II: Provincial conflict of interest laws, guidelines, or Codes.

29. TREMBLAY, Liliane. **"Les conflits d'intérêts."** Municipalité, septembre 1988, pp. 17-20.

"Ce qu'en dit la nouvelle Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités."

30. VAN DUSEN, Lisa. **"Allegations from exile."** Maclean's, vol. 101, no 36, August 29, 1988, p. 21.

"The MP for the Montreal riding of Rosemont (Suzanne Blais-Grenier) was suspended from the caucus and suspended from the party by Mulroney for claiming in a newspaper interview that Quebec party officials received kickbacks from companies bidding on federal contracts."

31. VASTEL, Michel. **"La révolte des femmes de ministres."** L'Actualité, 14, no 12, décembre 1989, pp. 116-117.

"La lutte des femmes de députés canadiens pour conquérir le droit à une carrière indépendante."

32. VINCENT, Brigitte. **"Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (projet de loi 97)."** Justice, 10, no 6, été 1988, p. 41.

"Les règles et sanctions applicables aux conflits d'intérêts."

33. WALLACE, Bruce. **"Questions of ethics: the opposition attacks a Tory senator."** Maclean's, vol. 106, no 46, November 13, 1989, pp. 18-20.

"For four days last week, opposition MPs hounded the government over published allegations that Conservative Senator Michel Cogger had broken the law by, among other things, receiving money from a federal Crown Corporation."

Articles de journaux

34. ADAM, Marcel. **"Le mauvais message de Robert Bourassa."** La Presse, 20 septembre 1988, p. B3.

À propos de l'affaire Raymond Savoie.

35. ADAM, Marcel. **"Les troublantes leçons d'une affaire de trafic d'influence."** La Presse, 11 février 1989, p. B2.

"S'étant reconnu coupable de 15 accusations de corruption et de fraude, l'ex-député conservateur Michel Gravel s'est fait imposer une sentence que le juge a voulu exemplaire et dissuasive."

36. APRIL, Pierre. **"L'ex-président du CN placé en conflit d'intérêts."** Le Devoir, 13 février 1990.

"L'ex-président intérimaire du CN, M. Brian Gallery, s'est placé en situation de conflit d'intérêts en vendant de la publicité de cette société d'État à son propre magazine et a violé la Loi sur l'administration financière en ne divulgant pas officiellement ses liens avec cette publication."

37. AUBRY, Marcel. **"Le bureau de P.H. Vincent perquisitionné par la GRC."** Le Nouvelliste, 7 février 1990, p. 1.

"Les faits reprochés à M. Vincent ne sont pas absolument clairs puisque le principal intéressé n'a pas voulu fournir copie du mandat de perquisition et que la GRC, tant aux bureaux de Trois-Rivières, de Québec que d'Ottawa, s'est retranchée derrière le mur du silence... Il appert cependant qu'on reproche à M. Vincent de s'être servi des équipements en place à son bureau de comté à des fins de partisannerie politique."

38. BELLEMARE, Pierre et Michèle Ouimet. **"Edmonston fait son mea-culpa: le candidat NPD de Chambly reconnaît s'être placé en situation de conflit d'intérêts."** La Presse, 8 février 1990, p. A1.

"Le candidat néo-démocrate dans Chambly, Phillip Edmonston, a avoué hier à la Presse s'être placé dans une situation de conflit d'intérêts en acceptant des chèques, entre 1971 et 1977, d'un montant total de 10,000$ du garage Aamco Transmissions."

39. BINSSE, Lisa. **"Edouard Desrosiers est cité à son procès."** La Presse, 8 septembre 1989, p. A4.

"Le juge Céline Pelletier... a décidé hier qu'elle disposait de suffisamment d'éléments de preuve pour envoyer à son procès Edouard Desrosiers, ancien député conservateur de Hochelaga-Maisonneuve, sous des accusations de fraude, d'abus de confiance et d'emploi d'un document contrefait."

40. BOIVIN, Gilles. **"Bourdon du PQ déplore la politisation de la fonction publique: Québec entend limiter l'activité politique des fonctionnaires."** Le Soleil, 8 février 1990, p. A8.

"Une commission parlementaire pourra se pencher "d'ici quelques mois" sur la Loi sur la fonction publique afin de préciser les limites des activités politiques partisanes des fonctionnaires québécois, a indiqué hier le ministre responsable de la loi, M. Daniel Johnson."

"Le quotidien La Presse révélait qu'un fonctionnaire du ministère des Transports, M. Jacques Alepin, aurait collaboré aux campagnes de financement du PLQ de 1985 à 1989... Référant à l'obligation de "réserve" des fonctionnaires, M. Bourdon se demande comment un fonctionnaire peut être "démarcheur pour un parti" sans se placer en situation de conflit d'intérêts."

41. BRUNEAU, Claude. **"L'erreur qui ne pardonne pas."** Le Nouvelliste, 26 janvier 1990, p. 6.

"Le ministre Jean Charest a commis l'erreur qui ne pardonne pas: l'ingérence d'un membre du cabinet dans le processus judiciaire."

42. COMEAU, Paul-André. **"Une autre affaire Cogger: plus que jamais s'impose une loi sur les conflits d'intérêts."** Le Devoir, 4 novembre 1989, p. A10.

"M. Cogger a été impliqué au moins trois fois dans des affaires de favoritisme ou de conflits d'intérêts... Le gouvernement conservateur avait déposé en février 1988, un projet de loi (C-114) sur les conflits d'intérêts qui allait au-delà des codes d'éthique et autres chartes "volontaires". Le projet avait effrayé bon nombre de personnes. Il a été commodément oublié dans le brouhaha de la fin de session, au moment du déclenchement des élections. Et depuis, silence absolu."

43. COMEAU, Paul-André. **"Le fils et la fille de César: lassitude et écoeurement devant les trouvailles de certains élus."** Le Devoir, 13 janvier 1990, p. A8.

"Selon l'enquête menée par The Gazette, M. Bernier et ses collègues ontariens (Hicks et Clifford) auraient utilisé à profit un silence de l'actuelle législation pour accorder des contrats à des membres de leur famille immédiate... Transparence: la notion de conflit d'intérêts ne peut être écartée du seul revers de la main... La loi le prévoit nettement, qui interdit à un

parlementaire de retenir les services de son conjoint ou de ses enfants."

44. CORNELLIER, Manon. **"Les prétendues ristournes: Blais-Grenier ne peut rien prouver à la GRC."** Le Devoir, 20 août 1988, p. A10.

"Deux jours après avoir soutenu qu'un système de ristournes sur les contrats fédéraux avait été mis en place par son propre parti, la députée conservatrice de Rosemont n'a pu fournir aucune preuve, hier, lors d'une entrevue avec la GRC."

45. CORRIVEAU, Martine. **"Se méfier des amis..."** Le Soleil, 22 septembre 1988, p. B10.

"De l'exigence de transparence chez les responsables politiques."

46. DELISLE, Norman (PC). **"Blackburn ne peut vendre ses intérêts dans Métro-Richelieu."** Le Devoir, 5 septembre 1989, p. 2.

"Le ministre délégué à l'Environnement, M. Gaston Blackburn, détient la moitié d'un bloc de 21,000 actions dans Métro-Richelieu sans s'en être départi ou les avoir confiées à un mandataire, comme l'exige la directive du premier ministre Robert Bourassa... Le secrétaire du Conseil exécutif, M. Benoît Morin, a admis hier, à la Presse canadienne que le ministre avait joui d'une "autorisation particulière" pour déroger aux directives."

47. DELISLE, Norman (PC). **"Raymond Savoie ignorait les intérêts financiers de sa famille."** Le Devoir, 10 septembre 1988, p. A2.

"Le ministre des Mines Raymond Savoie ignorait que sa femme et sa belle-famille possédaient depuis 1981 des intérêts dans deux entreprises transigeant avec l'État."

48. DESCÔTEAUX, Bernard. **"Au Massif de Petite-Rivière-Saint-François: Bourassa veut éviter à tout prix une autre**

"affaire Oerlikon": on pourrait même modifier le scénario de la future station internationale de ski pour annuler la spéculation." Le Devoir, 21 septembre 1988, p. 3.

"Charles Rondeau, militant influent et secrétaire des finances du Parti libéral, serait propriétaire de terrains dans la région où le gouvernement Bourassa s'apprête à faire le développement d'une station internationale de ski."

49. DESCÔTEAUX, Bernard. **"Le PQ reproche à Bourassa sa "tolérance excessive": il serait trop indulgent en matière de conflits d'intérêts."** Le Devoir, 16 septembre 1988, p. 3.

"Le Parti québécois reproche au premier ministre Bourassa de faire preuve d'une "tolérance excessive et d'une indulgence abusive" à l'endroit de ses ministres en matière de conflits d'intérêts, tout particulièrement de Raymond Savoie... La distinction entre politique et affaires existait sous le gouvernement Lévesque et aucun ministre n'a dû démissionner. La transparence était complète alors, rappelle M. Brassard qui voudrait que M. Bourassa revienne à cette transparence."

50. DRACHE, Arthur. **"Not calling Crosbie to account on conflict would be bad precedent."** Financial Post, September 12, 1989, p. 19.

"Arguably, the more serious potential conflict of interest issue, arose a few days prior to the revelation of this trip by this family. The National Citizens Coalition has awarded Crosbie a prize of 10,000$ for his work in support of free trade and Crosbie may accept the honor."

51. DRACHE, Arthur. **"Tories' ethical failure hurts us all."** Financial Post, May 27, 1989, p. 16.

À propos de Michael Wilson et Richard Grisé.

52. DUFRESNE, Jean-V. **"Ouellette coupable de fraude: Bissonnette acquitté."** Le Devoir, 24 février 1988, p. 1.

"M. Bissonnette ne s'est rendu coupable ni de complot pour abus de confiance, ni d'abus de confiance, ni de complot pour fraude, ni de fraude. Les mêmes chefs pesaient sur son organisateur politique et fiduciaire, Normand Ouellette, contre qui le jury n'a retenu que l'accusation de fraude, pour avoir frustré à son seul profit la société suisse Oerlikon Aérospatiale d'une somme de 900,000$ par la supercherie et le mensonge dans un jeu de transactions immobilières."

53. DUMAIS, Jacques. **"Malgré son adhésion à la Cité écologique de l'ère du Verseau: Dutil réfute les allégations de conflits d'intérêts."** Le Soleil, 6 octobre 1988, p. A8.

"Le ministre habite un collectif familial qui prônerait des valeurs opposées aux politiques familiales que le gouvernement Bourassa voudrait mettre de l'avant."

54. FONTAINE, Mario. **"Edmonston accuse Mulroney d'avoir fermé les yeux sur le cas Richard Grisé."** La Presse, 5 avril 1989, p. A10.

"Si l'ancienne figure de proue de l'Association de protection des automobilistes dit n'avoir aucune preuve d'ingérence politique dans ce dossier, il estime en revanche que le premier ministre conservateur aurait dû refuser la candidature de M. Grisé dès qu'il a entendu parler de l'affaire."

55. FORGUES, André. **"Entorse à la directive sur les conflits d'intérêts par le ministre Savoie: Brassard (député péquiste) déplore l'indulgence abusive de Bourassa."** Le Soleil, 16 septembre 1988, p. A8.

"... Mais monsieur Brassard profite de l'occasion pour réitérer que les directives du premier ministre sur les conflits d'intérêts contiennent des "trous majeurs". On court ainsi le risque de se retrouver éventuellement devant des "affaires sérieuses" prévient enfin le député. L'Opposition voudrait notamment que les directives soient resserrées pour forcer les ministres à dévoiler les intérêts qu'ils détiennent dans toute entreprise plutôt que seulement ceux qu'ils ont dans toute entre-

prise "susceptible d'être portée à un marché avec l'État". Selon M. Brassard les directives actuelles souffrent d'un défaut de transparence."

56. FORGUES, André. "**Le ministre André Bourbeau est accusé de favoritisme.**" Le Soleil, 10 février 1988, p. A5.

"Le ministre responsable de l'Habitation, M. André Bourbeau, est intervenu indirectement, en décembre dernier, auprès d'un de ses anciens associés, qui a par la suite choisi de renoncer à plus de 20 dossiers qui lui avaient été confiés, à titre de notaire par la Société d'habitation du Québec."

57. FREEMAN, Alan. "**Job of deputy Speaker expected to be given to Quebec MP Charest.**" Globe and Mail, March 2, 1990. p. A9.

"M. Charest, 31, quit as minister of state for youth and for fitness and amateur sport in January after he called a judge about a case under consideration in which he was indirectly involved."

58. GAUTHIER, Gilles. "**La GRC enquête sur deux autres députés conservateurs.**" La Presse, 28 juin 1989, p. A1.

"La série noire des conservateurs du Québec se poursuit, les députés Gabriel Fontaine et Jean-Luc Joncas ayant annoncé hier qu'ils se retirent du caucus de leur parti à cause d'enquêtes de la GRC à leur sujet. Ces enquêtes seraient reliées à l'utilisation des fonds alloués par le Parlement aux députés pour leurs bureaux et la rémunération d'employés."

59. GINGRAS, Jacques. "**Perquisition au bureau de P.H. Vincent: de nouveaux développements.**" Le Nouvelliste, 23 février 1990.

"Selon un rapport policier, M. Vincent aurait engagé à gros salaire une jeune fille pour faire du travail partisan. Au salaire de 605$ par semaine, la commis envoyait des cartes de souhaits, des lettres, des convocations, etc., aux membres du parti."

60. GIROUX, Raymond. **"Mulroney à côté de la cible."** Le Soleil, 25 février 1988, p. B4.

"Le resserrement des contraintes sur les conflits d'intérêts de tous les élus et de leurs conjoints paraît une solution demesurée pour beaucoup de députés peu intéressés à voir leurs affaires personnelles étalées au grand jour. Il faut pourtant y venir, considérant les problèmes d'éthique que pose le passage du monde des affaires à celui de la politique. Le projet gouvernemental évite toutefois le vrai problème: celui du financement des partis. Conservateurs comme libéraux s'abreuvent aux dépens des entreprises, et néo-démocrates auprès des syndicats."

61. GODIN, Pierre. **"Les mânes du patronage."** Le Devoir, 14 avril 1988, p. 8.

"Robert Bourassa aurait dû tirer quelque leçon de ses avatars antérieurs mais non, une fois revenu aux affaires, il se hâte d'ouvrir la porte à certains conflits d'intérêts. En avril 1986, il adoucit les directives du PQ. Ses ministres n'ont plus à divulguer leurs avoirs ni à se départir de leurs intérêts dans des compagnies publiques. Ils peuvent transiger avec l'État, de même que leur conjoint et enfants, si leur participation dans une entreprise privée n'excède pas 5 pour cent du capital."

62. GRAVEL, Pierre. **"Après le réseau d'Errico, le réseau Bibeau: le PQ accuse le conseiller de Bourassa d'être au coeur d'un système de favoritisme relié à Hydro."** La Presse, 20 septembre 1989, p. B1.

"En guise de preuve, M. Chevrette a présenté un tableau d'importants contrats attribués, sans soumissions publiques, par la Société d'État pour des travaux à la Baie James. On y retrouve les noms de plusieurs entreprises liées, selon lui, au Parti libéral."

63. GRUDA, Agnès. **"Les conseillers de Montréal seront bientôt soumis à un "code d'honneur"."** La Presse, 31 janvier 1990, p. A4.

"Le projet de code d'éthique doit normalement être adopté en mars prochain. Montréal deviendra alors la

première ville canadienne à avoir encadré la conduite de ses élus dans des règles de comportement strictes, visant à assurer l'intégrité."

64. GUAY, Richard. **"Le projet de loi sur les conflits d'intérêts: une cure radicale."** La Presse, 14 mars 1988, p. B3.

"Le projet de loi sur les conflits d'intérêts... témoigne d'un dessein ambitieux: couler dans un texte de loi l'équilibre délicat qui doit exister entre l'intérêt public dont chaque parlementaire est responsable, au premier chef desquels les ministres du gouvernement, et l'intérêt personnel naturel normal et inévitable que chacun avaient avant d'être élu, qu'il conserve à un certain degré durant sa carrière politique et qu'il continue d'avoir au terme de son passage au Parlement."

65. HUNTER, B. **"Committee to outline principles, procedures on MPs' expenses."** The Ottawa Citizen, February 15, 1990.

"A Commons committee will recommend a declaration of principles and new procedures next week to head off further criminal charges against MPs for misusing their office budgets."

66. JANNARD, Maurice. **"Un an après sa réélection: Mulroney est toujours empêtré dans les scandales."** La Presse, 18 novembre 1989, p. B7.

"Le 30 mai dernier, le député Richard Grisé a démissionné de son siège de Chambly après avoir été reconnu coupable, quelques jours plus tôt, de corruption et de fraude. De son côté, la Gendarmerie royale enquête ces jours-ci sur les transactions financières du sénateur Michel Cogger. Celui-ci aurait accepté des honoraires, à titre de conseiller juridique, de la part de la Banque fédérale de développement, une société d'État, pendant qu'il travaillait pour la firme Lapointe Rosenstein et qu'il était en même temps sénateur."

67. LESSARD, Denis. **"Bourassa forme un comité pour étudier l'attribution des contrats gouvernementaux."** La Presse, 8 novembre 1989, p. A1.

"L'intégrité du gouvernement "est un souci constant du chef" a insisté M. Bourassa, en soulignant que cet appel "à la probité et à la sobriété" avait été réitéré hier aux nouveaux ministres."

68. LESSARD, Denis. **"Louis Bernard estime que le cas Alepin constitue un conflit d'intérêts."** La Presse, 8 février 1990, p. B1.

"Un fonctionnaire qui a à traiter avec les entreprises du secteur privé se trouve carrément en situation de conflit d'intérêt si, en même temps, il participe à la perception de fonds pour un parti politique, estime Louis Bernard, ex-secrétaire général du Conseil exécutif sous le régime de René Lévesque."

69. LESSARD, Denis et André Pépin. **"Tommy d'Errico a violé le code d'éthique du PLQ, quoi qu'en dise Robert Bourassa: il a omis de révéler ses intérêts dans le groupe Devesco, dont une filiale loge le MIC."** La Presse, 28 juin 1989, p. A1.

"Tommy d'Errico, le trésorier démissionnaire du Parti libéral du Québec, a violé le code d'éthique de sa formation en dépit des dénégations maintes fois réitérées, à l'Assemblée nationale, par le premier ministre Robert Bourassa."

70. MACKIE, Richard. **"Gifts from insurance firms not conflict, Peterson says."** Globe and Mail, January 18, 1990, p. A14.

"Ontario Premier David Peterson has rejected suggestions that there could be a perception of conflict of interest because some Liberal members of a Committee examining auto insurance received campaign contributions from the insurance industry."

71. MARCOUX, Fortunat. **"Même si la GRC enquête à son sujet, le député Bernier n'a pas l'intention de démissionner."** Le Soleil, 13 janvier 1990, p. A9.

"Règle générale, un député ne peut embaucher son épouse ou ses enfants, mais rien ne l'empêche d'engager des membres de la famille d'un collègue. M. Bernier a fait

embaucher ses deux fils... par l'entremise de l'ex-député Richard Grisé alors qu'ils poursuivaient leurs études à l'Université d'Ottawa. En retour, M. Bernier a rendu la pareille à M. Grisé en embauchant son fils."

72. MONIÈRE, Denis. **"Les corrupteurs du pouvoir."** Le Devoir, 14 novembre 1989, p. 7.

"En fait, l'univers politique ne peut être tout à fait différent de la société civile. L'élu n'est pas doté d'une morale supérieure à celle de ces concitoyens... Mais si le pouvoir corrompt et si le politicien se laisse corrompre, c'est aussi parce qu'il y a des corrupteurs. La corruption ne profite pas seulement au politicien elle avantage indûment des intérêts particuliers, individus ou entreprises qui profitent des faveurs publiques. Or curieusement, on les retrouve rarement sur le banc des accusés."

73. NOREAU, Pierre-Paul. **"Mulroney présente une loi sévère sur les conflits d'intérêts."** Le Soleil, 25 février 1988, p. A6.

"Tel que prévu, le projet de loi sur les conflits d'intérêts du premier ministre Brian Mulroney va très loin. Il englobe députés, ministres, sénateurs, leurs conjoints et personnes à charge. Il peut aussi ultimement signifier le renvoi ou la démission du parlementaire si les règles sont transgressées."

74. NORMAN, Gilles. **"Bourassa devrait plutôt "nettoyer ses écuries", dit le PQ."** La Presse, 9 novembre 1989, p. B4.

"Le porte-parole de l'opposition péquiste en matière d'intégrité gouvernementale doute de l'efficacité du Comité créé par Robert Bourassa pour enquêter sur l'attribution des contrats gouvernementaux."

75. PAQUIN, Gilles. **"Le gouvernement Mulroney et le "moral conservateur"."** La Presse, 27 mai 1989, p. B7.

"Rappel des différents conflits d'intérêts, scandales, abus de confiance qui ont miné le Parti conservateur depuis 1985."

76. PAQUIN, Gilles. **"Tous les députés devront divulguer leur actif: le caucus conservateur dénonce l'avant-projet de loi sur les conflits d'intérêts."** La Presse, 23 février 1988, p. 1.

"Selon M. Mazankowski, cette nouvelle loi remplacera avantageusement les directives actuelles sur les conflits d'intérêts. Celles-ci exigent simplement que les ministres enregistrent leur actif auprès du sous-registraire général, pour ensuite en confier la gestion à une fiducie sans droit de regard. Cette dernière disposition est apparue peu efficace au cours des ans... En proposant sa nouvelle loi, le Parti conservateur souhaite faire oublier les incartades d'une demi-douzaine de ministres qui ont embarassé le gouvernement ces trois dernières années."

77. PRESSE CANADIENNE. **"Alberta opposition presses for tighter conflict-of-interest rules."** The Gazette, January 3, 1990, p. B7.

"Alberta's rules governing behavior of elected officials are among the slackest in Canada, but opposition politicians hope an ethics tribunal will lead to tighter conflict-of-interest guidelines."

78. PRESSE CANADIENNE. **"Bourbeau reconnaît une "erreur administrative"."** Le Devoir, 11 février 1988, p. 2.

"L'octroi en exclusivité par la Société d'habitation du Québec de mandats pour la rédaction de contrats notariaux à un ancien associé du ministre des Affaires municipales a été une erreur. Une "erreur administrative" a-t-on prétendu hier de toutes parts du gouvernement."

79. PRESSE CANADIENNE. **"Brian Gallery démissionne du CN: son geste fait suite aux allégations de conflit d'intérêts qui pèsent contre lui."** La Presse, 2 février 1990, p. B1.

"M. Gallery avait fait l'objet d'attaques de l'Opposition, cette semaine, après qu'une lettre signée de sa main eut révélé qu'il avait tenté de se servir de son poste au CN pour protéger la publicité de deux magazines de transport maritime lui appartenant."

80. PRESSE CANADIENNE. **"Débat sur les conflits d'intérêts: le gouvernement se fait rappeler ses fautes du passé."** Le Soleil, 1er septembre 1988, p. A8.

"La nouvelle loi obligera les députés et sénateurs, de même que leurs épouses, à déclarer leurs avoirs chaque année, en plus des faveurs de plus de 2,000$ qu'ils auront reçues et des cadeaux de plus de 500$."

81. PRESSE CANADIENNE. **"Deux députés conservateurs sous enquête: soupçonnés d'un échange de bons procédés entre parlementaires."** Le Devoir, 17 octobre 1989, p. 4.

"En vertu des règlements établis par le comité des Communes sur la gestion du Parlement et le bureau du président de la Chambre, un député ne peut embaucher un membre de sa famille. Les députés Hicks et Clifford ont nié hier en Chambre avoir versé un salaire à un employé n'ayant aucune description de tâche spécifique."

82. PRESSE CANADIENNE. **"Duplessis: enquête sur les dépenses électorales du libéral Moyen en 89."** Le Soleil, 14 avril 1990, p. A4.

"La loi permet à un candidat d'assumer lui-même ses frais de transport pendant une campagne électorale. Elle lui interdit cependant d'accepter le transport gratuit de la part d'un tiers."

83. PRESSE CANADIENNE. **"Le magistrat se serait placé dans une situation de conflit d'intérêts."** Le Soleil, 17 février 1990, p. A13.

"Le juge Claude Léveillée, de la Cour du Québec, à Granby, se serait placé dans une situation apparente de conflit d'intérêts il y a quelques années, rapportait hier soir Radio-Canada."

84. PRESSE CANADIENNE. **"Vincent a gain de cause face à la GRC."** Le Soleil, 29 mars 1990, p. A7.

"Le député de Trois-Rivières à la Chambre des Communes Pierre H. Vincent a obtenu gain de cause hier contre la Gendarmerie royale du Canada."

85. **"Prévenir les conflits d'intérêts?: vers un équilibre entre le droit du parlementaire à sa vie privée et le droit du public d'être renseigné."** Le Devoir, 26 février 1988, p. 11.

"Texte intégral du résumé du projet de loi sur les conflits d'intérêts tel que déposé mercredi le 24 février à la Chambre des Communes."

86. REDMOND, Michael. **"New scandal darkens picture of Nova Scotia political ethics."** Financial Post, April 24, 1989, p. 14.

"The murky politics of Nova Scotia are making national headlines again. But this time its the Opposition Liberals and their leader Vince Maclean who are getting tarred, thanks to a vote buying scandal and suspected cover-up."

87. RIVARD, Jean-Claude. **"Fraude et abus de confiance: seulement trois chefs d'accusation retenus contre le député Joncas."** Le Soleil, 24 mars 1990, pp. A1, A2.

"Le juge Quimper a maintenu que les députés fédéraux ont le droit d'utiliser les fonds qui leur sont alloués par la Chambre des Communes comme bon leur semble, sauf exception pour des cas très très précis (embauche de mineurs, de proches parents et d'employés fédéraux)."

"Rien ne leur interdit d'accorder des contrats à des fins partisanes, a aussi décidé le juge dans un jugement appelé à faire jurisprudence à l'heure où une quinzaine de députés fédéraux semblent visés par la guerre déclarée par la GRC aux élus du peuple qui ne lui font pas toujours la vie facile aux Communes."

88. ROY, Michel. **"Pour une transparence limpide."** Le Soleil, 24 septembre 1988, p. B10.
"Commentaires à propos de l'affaire de conflits d'intérêts relative au ministre Robert Savoie, sur l'obligation de transparence et d'intégrité politique de l'administration gouvernementale."

89. SAMSON, Jean-Jacques. **"Neutraliser les pommes pourries d'Ottawa."** Le Soleil, 8 février 1989, p. B14.

"L'ex-député (M. Michel Gravel) a été dénoncé par des hommes d'affaires frustrés qui lui avaient versé des pots-de-vin pour avoir le privilège de rencontrer des ministres ou en échange de la promesse d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral."

90. STEVENS, Geoffrey. "**MPs need "scandal school".**" The Gazette, February 25, 1990.

"Bill C-46, the conflict-of-interest legislation that Mulroney proposed last November, would be a step in the right direction. It gives a clear legal definition of the obligations of MPs and senators. Where the bill breaks down is in its disclosure and enforcement mechanisms."

91. TAILLEFER, Guy. "**Des affidavits de la GRC indiquent que deux députés auraient fraudé l'État.**" Le Devoir, 5 août 1989, p. A3.

"Les deux députés, indiquent les affidavits d'agents de la Gendarmerie royale du Canada déposés auprès d'un juge dans le but d'obtenir des mandats de perquisition, auraient versé des sommes d'argent à des amis du Parti conservateur pour du travail qu'ils n'auraient jamais accompli et des contrats de services qu'ils n'auraient jamais remplis. Ils auraient aussi trouvé des emplois fictifs à des collaborateurs afin qu'ils puissent toucher des prestations d'assurance-chômage."

92. TISON, Marie. "**La Commission d'enquête ontarienne est déclarée inconstitutionnelle: Patricia Starr gagne son point en Cour suprême.**" Le Soleil, 6 avril 1990, p. A9.

"L'affaire a pris naissance en février 1989 lorsque des médias ont allégué que Mme Starr, la présidente de la section torontoise du Conseil national des femmes juives du Canada, un organisme de charité, avait utilisé les fonds du conseil pour faire des contributions à des partis politiques... Le 22 juin, le directeur exécutif du Cabinet du premier ministre David Peterson, M. Gordon Ashworth, a démissionné de son poste en marge de cette affaire. Il a révélé que sa maison avait été repeinte gratuitement et qu'il avait reçu un nouveau réfrigérateur grâce aux bons offices de Mme Starr."

93. VENNAT, Pierre. **"Le chat échaudé."** La Presse, 22 septembre 1988, p. B2.

"Commentaires sur les scandales politiques qui ont affecté le gouvernement du Québec."

II - ÉTATS-UNIS

94. ALSTON, Chuck. **"Common Cause: a watchdog that barks at its friends."** (Lobbying). Congressional Quarterly Weekly Report, August 26, 1989, pp. 2204-2207.

"After 19 years of operation, though, there is still no satisfactory label for Common Cause. Government watchdog, self-styled citizens' lobby, citizens' lobbying organization, public affairs lobby, public interest group - the description it attracts reflect the difficulty of locating it within the political universe."

95. ALSTON, Chuck. **"Once-soft ethics committee hardens its standards."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, May 27, 1989, pp. 1233-1234.

"The paradox of Speaker Jim Wright's power is that it only hampered his defense against the charges of ethical misconduct that now appear certain to drive him from office."

96. ALSTON, Chuck. **"Rep. Garcia indicted in Wedtech investigation."** Congressional Quarterly Weekly Report, November 26, 1988, pp. 3409.

"The charges against Garcia include: conspiracy, two counts of receipt of bribes, two counts of extorsion, and two counts of receipt of gratuities. The extorsion charge carries a maximum penalty of 20 years' imprisonment and a 250,000$ fine; the other charges carry penalties of similar fines and shorter prison terms."

97. ALSTON, Chuck. **"Second thoughts likely: ethics bill vetoed by Reagan may face trouble in Congress."** Congressional Quarterly Weekly Report, November 26, 1988, p. 3408.

"The bill would have, for the first time, regulated lobbying by members of Congress and their top aides once they leave office - a response to Reagan administration demands that the legislative branch swallow a dose of the medicine it prescribes for others. The bill also would have added new restrictions on lobbying by former executive branch officials."

98. ALSTON, Chuck et Janet Hook. **"Debate expected on honoraria, campaign finance: an election lesson: money can be dangerous."** Congressional Quarterly Weekly Report, November 19, 1988, pp. 3366-3367.

"Connecticut Democrat Joseph I. Lieberman found that Sen. Lowell P. Weicker Jr. was vulnerable to attack for honoraria payments."

99. ALTER, Jonathan et autres. **"Washington rules: new ethical disputes show just how quickly the game changes."** Newsweek, vol. 113, no 8, February 20, 1989, pp. 16-18.

"Only three weeks after President Bush declared ethics a major theme of his administration, Washington was awash in ethical controversies, most of them featuring Bush appointees. The disputes showed just how quickly capital rules can change."

100. BAKER, Ross K. **The new fat cats: members of Congress as political benefactors.** New York, N.Y.: Priority Press Publications, 1989. 92p.

"Formation of political action committees by members of Congress to raise money for campaigns of congressional colleagues, potential negative impact on the political process."

101. BISKUPIC, Joan. **"Charges againts Judge Nixon are voted by House panel."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, March 25, 1989, pp. 648-649.

"There is compelling evidence that Judge Nixon engaged in conduct that not only taints his high office but is also criminal."

102. BISKUPIC, Joan. **"Hastings trial gets under way before special Senate panel."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, July 15, 1989, pp. 1789-1790.

"Accusations of bribery againts U.S. District Judge Alcee L. Hastings of Florida have been made since 1981, but the impeachment trial that began July 10 marks the first time that senators are hearing the charges against him... The House impeached Hastings Aug. 3, 1988, for "high crimes and misdemeanors", charging him with conspiracy to accept a bribe, perjury and undermining the judiciary's integrity."

103. BISKUPIC, Joan. **"Hastings trial panel is ready to submit case to Senate."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, August 5, 1989, p. 2048.

"Committee fails so far in efforts to elicit testimony from key witness in alleged bribery scheme."

104. BOWMAN, James S. et Frederick A. Elliston (éd.). **Ethics, government, and public policy: a reference guide**. New York: Greenwood Press, 1988. 341p.

"Management implications - U.S." "Contents are grouped under the headings: analytical approaches; ethical dilemmas and standards for public servants; techniques and methods in ethical policy-making; studies of systemic issues in government."

105. CLEARY, Robert E. et Nicholas Henry. **Managing public programs: balancing politics, administration, and public needs**. San Francisco, Ca.: Jossey-Bass, 1989. 281p.

"Ethical dilemmas, program retrenchment, privatization, relations with political superiors, and the changing nature of US federalism."

106. CLIFT, Eleanor. **"Fear and trembling: the Keating five legacy."** Newsweek, December 25, 1989, p. 52.

"The continuing Keating Five scandal has sent a particular chill through the halls of Congress. If five powerful senators can be put on the hot seat for doing favors for a big contributor, few congressmen feel

safe. By accepting as much as $1.3 milion in political contributions from financier Charles Keating and his associates... several senators may have jeopardized their careers."

107. CLOUD, David S. **"Bush's package on ethics, pay seeks uniform standards."** Congressional Quarterly Weekly Report, April 15, 1989, pp. 817.

"Under the ethical proposal, senior officials would have to make more explicit financial disclosures, legislators would be barred from converting campaign funds to personal use, and a federal law providing for special-prosecutor investigations of executive branch officials would be extended to Congress."

108. COHODAS, Nadine et Joan Biskupic. **"Impeachment cases weighed in House unit, full Senate."** Congressional Quarterlyt Weekly Report, 47, March 4, 1989, pp. 451-452.

"House managers prosecuting Judge Alcee L. Hastings say Congress must take an independant judgment in his impeachment proceeding, irrespective of the outcome of the criminal case against the judge."

109. COHODAS, Nadine. **"McKay's verdict on Meese cuts both ways."** Congressional Quarterly Weekly Report, July 23, 1988, pp. 2034-2035.

"These possible violations, McKay said, involved willfully filing a false income tax return, failing to pay capital gains taxes when they were due and twice violating conflict-of-interest laws by participating in regulatory matters involving the telephone industry when he has financial interests at stake."

110. **"Committee lists Speaker's alleged violations."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, April 29, 1989, pp. 989-994.

"On April 13, 1989, the Committee on Standards of Official Conduct of the House of Representatives issued the following statement of alleged violations in the matter of House Speaker Jim Wright."

"The subject book sales were intended to avoid the limitations of law and House Rules on the reporting and receipt of outside larned income, honoraria, and gifts."

111. COWAN, Richard. "**Executive branch already covered: lawmakers, aides could face lobbying curbs.**" Congressional Quarterly Weekly Report, October 22, 1988, p. 3060.

"The Senate sought to prohibit members of Congress from lobbying either the House or Senate for one year after leaving office. The House bill would have banned lobbying just in the chamber in which the former member had served. The compromise bill contained the Senate's approach... The measure would permanently prohibit a former executive branch worker from lobbying anyone on any matter with which the former employee was involved. Former high-level officials would have a one-year ban on lobbying the department in which they worked."

112. DENHARDT, Kathryn, G. **The ethics of public service: resolving moral dilemmas in public organizations**. New York: Greenwood Press, 1988. 197p. 172.2 D393.

"Contents: Public administration ethics: developing a framework; the social and historical context of public administration; the organizational context of public administration; the path to a more ethical public administration: the individual; the path to a more ethical public administration: the organization; ethics in practice: an application."

113. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Appropriations Committee. **Treasury, postal service, and general government appropriations for FY90, part 4**. Feb. 28, Mar. 1, 2, 7, 8, Apr. 5, 1989. 871p. (CIS/Index; 1989, 7 H181-39). Microfiches.

La section H181-39.8 (pp. 359-399): Budget explanation: Office of Government Ethics FY90 request for overall direction of executive branch conflict of interests restrictions, standards of conduct, and financial disclosure programs."

114. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Commissions and Temporary Committees. **Congressional ethics reform**. May 3, July 12, Sept. 20, 1989. 267p. (CIS/Index; 1989, 12 H961-31).

"Hearings before the Bipartisan Task Force on Ethics to examine issues involved in reform of Congressional ethics rules governing the conduct of Members of Congress, including conflict of interests rules."

115. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Committee on Government Operations. **Employment and Housing Subcommittee. Trading on position and conflict of interest by former HUD official: hearing before the Employment and Housing Subcommittee of the Committee on Government Operations, House of Representatives**. Washington: U.S., G.P.O., 1989. 92p. Y4 G74/7: T 67/7.

116. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Committee on Government Operations. **Trading on position and conflict of interest by former HUD Assistant Secretary June Koch: fifth report**. Washington: U.S., G.P.O., 1989. 19p. Y1.1/8: 101-372.

117. ÉTATS-UNIS. Pres.'s Committee on Federal Ethics Law Reform. **To serve with honor: report and recommendations to the President**. March 1989. 147p. Pr 41.8: Et 3/R 29.

"Partial contents: Ethics issues during employment; post-employment restrictions; financial disclosure; remedies and enforcement mechanisms."

118. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Committee on Standards of Official Conduct. **Report of the Special Outside Counsil in the matter of speaker James C. Wright: 1989**. 279p. Y4 St 2/3: W93.

"Alleged ethical violations by the speaker of the House."

119. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Committee on the Judiciary. **Post-employment restrictions act of 1988**. October 6, 1988. 59p. (CIS/Index; 1988, H523-48). Microfiches.

"Recommends passage, with an amendment in the nature of a substitute of H.R. 5043, the Post-Employment Restrictions Act of 1988, to clarify and expand criminal conflict of interests statutes restricting post-employment activities of certain Federal officers and employees."

120. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Committee on the Judiciary. **Restrictions on the post-employment activities of federal officers and employees**. May 4, 1988. 356p. (CIS/Index; 1989, 4H 521-23). Microfiches.

"Hearing before the Subcom on Administrative Law and Governmental Relations to examine the adequacy of Ethics in Government Act and related conflict of interests statutes restricting post-employment activities of Federal employees."

121. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Committee on the Judiciary. Subcommittee on Administrative Law and Governmental Relations. **Restrictions on the post-employment activities of federal officers and employees: hearing before the Subcommittee on a Administrative Law and Governmental Relations**. Washington: U.S., G.P.O., 1988. 356p. Y4 J89/1: 100/70.

122. ÉTATS-UNIS. Congress. House. House Administration Committee. **Proposed legislation: government-wide ethics act of 1989: message from the President**. April 12, 1989. 140p. (CIS/Index, 1989, 4H 20-1). Microfiches.

"Consolidate Federal employee financial disclosure requirements for all three branches of the Government; and establish a Congressional Ethics Office. Expand basic conflict of interests and post-employment restriction statutes to cover officers and employees in all three branches of Government. Clarify restrictions on Federal employees pertaining to conflict of interests situations, gifts to supervisors... Provide for deferral of tax liability for employees required to divest assets in order to avoid conflict of interests. Extend to the judicial branch the limitations or outside earned income for senior Government officials. Revise restrictions on use of excess Campaign contribution."

123. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Personnel Management Office. **How to keep out of trouble: ethical conduct for federal employees - in brief**. 2nd. ed., rev. July 1989. Washington, D.C.: Office of Government Ethics, 1989. 12p. PM 1.8: T75/1989.

124. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Post Office and Civil Service Committee. **Potential conflict of interest at the Department of Commerce**. October 27, 1987. 35p. (CIS/Index; 1988, H 621-15).

"Review of commerce Dept standards and ethics programs regarding employment and post-employment of officials... Review of Government ethics relevant to Commerce Dept."

125. ÉTATS-UNIS. Congress. House. Governmental Affairs Committee. **Federal Advisory Committee Act amendments of 1989**. March 15, 1989. 176p. (CIS/Index; 1989, 7S 401-31). Microfiches.

Section S 401-31.2: Statements and discussion: Need to revise conflict of interests law regarding advisory committee members concerns about S.444 provision to exempt from financial disclosure requirements State and local employees serving on advisory committees.

Insertion: "Conflict-of-interest requirements for members of federal advisory committees", draft report.

126. ÉTATS-UNIS. Congress. Senate. Governmental Affairs Committee. **Post-employment lobbying restrictions**. June 25, 1987. 209p. (CIS/Index; 1988, S 401-21). Microfiches.

"Compartmentalization has the effect of exempting from Ethics in Government Act of 1978 post-employment lobbying restrictions retired Government officials who lobby subagencies of their former department or agency other than the subagency in which they were employed."

127. ÉTATS-UNIS. Congress. Senate. Governmental Affairs Committee. **Tenth anniversary of the Ethics in Government Act and reauthorization of the Office of Govern-**

ment Ethics. April 12, 3, 1988. 379p. (CIS/Index; 1988, S 401-55). Microfiches.

"Analysis of perceived decline in ethical behavior by Government officials and erosion of a public service philosophy; opposition to proposals to limit the Ethics in Government Act... Examination of Department of Justice decisions to proceed with administrative rather than criminal actions againts Government conflict of interests violators; explanation of Department of Justice process for responding to ethics laws violations. Evaluation of current ethics laws and regulations, with recommendations; description and goals of a model ethical training program for Federal employees; analysis of public service ethical requirements and problems."

128. ÉTATS-UNIS. Congress. Senate. Select Committee on Ethics. **Interpretative rulings of the Select Committee on Ethics.** Washington: U.S., G.P.O.: 1989. 286p. Y4 Et 3/4: S. prt. 101-118.

"Conflict of interests, disclosure, franking, gifts and other matters pertaining to the Standing Rules of the Senate."

129. ÉTATS-UNIS. Lois, statuts. "**Ethics Reform Act of 1989.**" United States Code Annotated, February 1990, 6, Public Law 101-194, Nov. 30, 1989.

"An Act to amend the Rules of the House of Representatives and the Ethics in Government Act of 1978 to provide for Government-wide ethics reform, and for other purposes."

130. ÉTATS-UNIS. President's Commission on Federal Ethics Law Reform. **To serve with honor: report and recommendations to the President.** (Washington, D.C.): The Commission, (1989). 147p. Pr 41.8: Et 3/R29.

131. "**Ethics**", pp. 130-136 in Congress A to Z: CQ's ready reference encyclopedia. Washington, D.C.: Congressional Quarterly Inc., 1988. 612p. 328.73003 C749 Référence.

"The internal House and Senate ethics codes also prohibited unofficial office accounts, which had been financed with private contributions; banned personal use of campaign funds; restricted use of the franking privilege which allows members to send mail to constituents at taxpayer's expense... Most ethics questions focus on finances. Senators are required to keep separate their personal, office, and campaign funds, and they must file financial disclosure statements with the Ethich Committee. Senators must also avoid situations where they benefit personnaly from their official acts."

132. **"Ethics in government."** State Government, vol. 62, no 5, September/October 1989, pp. 171-201.

A Governor's example: putting honesty in politics. Ethical politics vs political ethics: too much of a good thing? New York's ethics reform: restoring trust in government. Ethics and democracy: the moral dimension. Traversing the mine field of public service ethics. Ethical decisions: beyond greed through education. Written rules: state ethics codes, commissions and conflicts. Ethical self-policing: serving institutions and individuals.

133. **Ethics in politics and government.** New York: the H.W. Wilson Company, 1989. 238p. 172E 84p.

"Section I of this volume is devoted to discussion of that debate's central issues of the roles of honesty and accountability in securing national interests. The following two sections consider issues involving ethics in the executive and legislative branches. The final section focuses on the dilemmas of ethical leadership and the consideration of various approaches to promoting ethics in politics and government."

134. FELTON, J. **"State Department: key nominee is facing query on his past business ties."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, March 11, 1989, pp. 540-541.

"Lawrence S. Eagleburger nominated by President Bush to be deputy secretary of state, faces probing questions from the Senate Foreign Relations Committee about his past business dealings, committee sources said."

135. FISCHER, Frank et Robert C. Zinke. **"Public administration and the code of ethics: administrative reform or professional ideology?"** International Journal of Public Administration, vol. 12, no 6, 1989, pp. 841-854.

"The primary professional society of American public administration has developed a code of ethics that appears to be largely irrelevant to the realities of bureaucratic experience. An explanation to this paradox can be found in the sociological literature on the professions and code-writing. Professional codes are designed to regulate the behavior of a profession's members, but this is generally seen as a secondary aspect of a more fundamental objective: the need to assure the public at large that the profession's power is being excercised responsibly. From this perspective, the public administration code can be interpreted first as part of an attempt to legitimate the profession in the face of hostile challenges to its authority, and second as an effort to engender ethical behavior."

136. GREENFIELD, Meg. **"Everybody doesn't do it: the Wright case should ultimately be judged by whether its standards will be applied to others."** Newsweek, vol. 113, no 18, May 1, 1989, p. 84.

"But the problem here is not the relatively small sums involved or the seeming fussiness of the rules, but rather that the larger offenses often are simply not covered by rules at all; for instance, you could argue that what Wright did in his campaign to save Texas S x L's though not clearly a violation of House rules, should have been and was, in any event, much graver than some of the stuff he got chastised for. I can see why the House ethics committee was so cautious in sticking to charges that could be characterized as infractions of rules."

137. HAAS, Lawrence, J. **"Changing partners: many former congressional and Treasury aides who helped draft the 1986 Tax Reform Act are now lobbying for clients who seek to change or preserve parts of the law."** National Journal, 20, June 25, 1988, pp. 1684-1688.

"Increasing demand for knowledgable ex-staff members; problems related to their level of influence and ethical considerations."

138. HOOK, Janet. **"After 34 years in Congress, Jim Wright heads home."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, July 1, 1989, p. 1604.

"Wright's departure came less than three months after the House ethics committee on April 17 released a politically devastating report detailing allegations that the Speaker had accepted 145,000$ in improper gifts over 10 years from a Texas business partner, and that he sidestepped House income limits through bulk sales of his book, "Reflections of a Public Man"."

139. HOOK, Janet. **"Biaggi resigns from House after convictions."** Congressional Quarterly Weekly Report, August 6, 1988, p. 2152.

"The House ethics committee had recommend Biaggi's expulsion from the Congress after his 1987 conviction in an unrelated case involving his acceptance of illegal gratuities."

140. HOOK, Janet. **"Durenberger gives testimony to Senate ethics panel."** Congressional Quarterly Weekly Report, February 10, 1990, p. 374.

"Hometown newspaper raises new questions about favorable loans from bank."

141. HOOK, Janet. **"Ethics issue consumes House as charges, stories mount."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, May 6, 1989, pp. 1020-1021.

"Members are beginning to complain that the current focus on ethics in general and Wright in particular is taking its toll in Congress' ability to get down to legislative business and on the morale of the institution."

142. HOOK, Janet. **"Gingrich denies his book deal was similar to Speaker's.** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, April 29, 1989, p. 939.

"Rep. Newt Gingrich, under attack for a book-promotion deal financed largely by his political backers, is now trying to prove that he measures up to the standards he has set for others as the most zealous ethics crusader in the House."

143. HOOK, Janet. **"Investigations cast shadows beyond 7 senators' fates: cases unlikely to stall action, but they raise a question: how for can members go to help their supporters?"** Congressional Quarterly Weekly Report, January 27, 1990, pp. 211-216.

"With seven senators under investigation for possible ethics violations, more is at issue than just the conduct of the politicians directly involved... The inquiries will test their abilities to conduct legislative business while their political futures are uncertain."

144. HOOK, Janet. **"New law leaves loopholes for benefits to members."** Congressional Quarterly Weekly Report, December 16, 1989, pp. 3420-3424.

"The ethics law (PL 101-194) enacted in November took a major step toward limiting the ability of private interests to enrich lawmakers by barring House members from keeping speaking fees, known as honoraria, beginning in 1991... Although the law curbs expense-paid trips, members can still travel to lavish resorts at lobbyists' expense. They can still take nominal gifts from people trying to influence legislation; indeed, rules governing meals paid for by lobbyists in Washington have been liberalized, not tightened."

145. HOOK, Janet. **"Speaker draws battle lines in fight for political life."** Congressional Quarterly Weekly Report, April 15, 1989, pp. 789-797.

"Speaker Jim Wright of Texas, faced with a sweeping indictment by the House ethics committee, has undertaken a high-stakes drive to salvage his reputation, hold onto his place at the pinnacle of the congres-

sional leadership, and quell a controversy that some Democrats fear will become a political albatross around their own necks."

Comprend une chronologie de l'enquête.

146. HOOK, Janet. **"Wright lawyers battle back but outlook is gloomy."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, May 13, 1989, pp. 1093-1095.

"Legal team attacks ethics counsel, but daily dose of news stories worries Speaker's allies... The political problem is something that won't go away even if the ethics problems are solved."

147. **"HUD scandal: report criticizes ethics programs."** Congressional Quarterly Weekly Report, vol. 48, no 11, March 17, 1990, p. 838.

"It found that: of 62 consultants hired from 1986 to 1989, no disclosure statements were filed for 52; of 111 HUD employes required to file a public disclosure statements by May 15, 1989, 44 percent missed the deadline; of the statements filed on time, none had been reviewed more than 100 days later. The Ethics in Government Act requires the statements to be reviewed and approved within 60 days of filing."

148. KLEEMAN, Rosslyn S. **"Gray areas of federal ethics law."** Bureaucrat, no 18, Spring 1989, pp. 7-10.

"The article points out some gray areas in federal ethics law. A major potential source of trouble is for present or former employees at the Departments of Energy and Defense, which possess large sums of money related to federal contractors. Conflicts of interest may be masked by the capacity to compartmentalize lobbying and employment rules among the subagencies within a department. Permissible actions by former employees are not clearley defined, not are certain by concepts in the law. The author recommends erring on the side of caution when in doubt. Organization leaders should set an example, but ofter perpetuate a dual system of ethics, in which explicit rules are undermined by unspoken evasions."

149. KLEEMAN, Rosslyn S. Issues related to the Office of Government Ethics: statement by Rosslyn S. Kleeman. Senior Associate Director. (Washington, D.C.?): U.S. General Accounting Office, (1988). 13, 3p. GA1.5/2: T-GGD-88-29.

150. KUNTZ, Phil. **"Coelho's sudden departure."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, June 3, 1989, p. 1295.

"In his resignation statement, Coelho said he based his decision to resign on his assessment of the ethics-related damage a run for leader would cause... According to press accounts and his own admissions, Coelho borrowed 100,000$ to invest in junk bonds underwritten by the controversial investment firm of Drexel Burnham Lambert Inc. in 1986."

151. KUNTZ, Phil. **"Former Interior Secretary Watt grilled about HUD scandal."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, June 10, 1989, p. 1409.

"Panel members taunt him for accepting "crumbs" of the sort that he used to denounce."

152. KUNTZ, Phil. **"HUD scandal prompts panel to halt a key program."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, July 15, 1989, pp. 1774-1779.

"Top officials at the scandal-ridden Department of Housing and Urban Development (HUD) say that more than half of the agency's 48 main programs were plagued by abuse or serious mismanagement during the Reagan administration."

153. MACKENZIE, Hilary. **"Jim Wright's lonely fight."** Macleans, May 1, 1989, pp.24-25.

"A bipartisan ethics committee officially accused U.S. House of Representatives Speaker Jim Wright of 69 violations of congressional rules of conduct. Faced with the prospect of becoming the first Speaker to be driven from office, the Texas Democrat vowed to fight the charges and win."

154. MADISON, Christopher. **"Ethics as usual? Congress is being pushed to reform its ethics rules and campaign financing, but conflicts over those issues, and over a pay raise for members, may squelch major changes."** National Journal, 21, July 8, 1989, pp. 1742-1745.

155. MILLS, Mike. **"Ever-changing ethics panel could get new rules."** Congressional Quarterly Weekly Report, July 8, 1989, pp. 1677-1681.

"The ethics task force... has been asked by Speaker Thomas S. Foley to move quickly to produce a wide-ranging package of ethics reforms, including new restrictions on honoraria, gifts and travel, and proposals to simplify and reaffirm conflict-of-interest rules."

156. MILLS, Mike. **"Subpoenas spark new scrutiny of Durenberger book deal."** Congressional Quarterly Weekly Report, December 16, 1989, p. 3424.

"A controversial book deal by Sen. Dave Durenberger, R-Minn., got renewed attention the week of Dec. 11, after the Senate Ethics Committee subpoenaed trade groups that paid Durenberger for "book-promotion" speeches not listed by the senator as honoraria income."

157. **"Minnowbrook II. Changing epochs of public administration."** Public Administration Review, vol.49, no 2, March/April 1989, pp. 95-227.

"Les différents thèmes abordés au cours de cette Conférence: bureaucratie et démocratie, théorie des organisations, leadership, déontologie."

158. MOLLENHOFF, Clark R. **"Essential institutions to combat fraud and corruption in (US) government operations."** Corruption and Reform, 3 (1), 1988, pp. 125-134.

"An analysis of the history and development of the major institutions of accountability in the US system that represent an independent check on the abuse and misuse of power by the Executive Branch. In addition to the oversight power of investigative committees of the House and Senate, these institutions include the General accounting Office, the Freedom of Information

Act, the Independent Offices of Inspector General in various departments, the Merit System Protection Board and Office of Special Counsel established under the Civil Service Reform Act of 1978 and the Independent Counsel established under the ethics in Government Act of 1978 to assure an independent investigation and prosecution of high level political figures."

159. MOORE, W. John. **"Hands off: to avoid conflict-of-interest questions, many of President Bush's appointees are holding on to corporate stocks but disqualifying themselves from issues involving specific firms."** National Journal, 21, July 1, 1989, pp. 1678-1683.

"Includes a sampling of high level officials, including cabinet members, who have disqualified themselves from various policy decisions."

160. MORGAN, David. **"The politics of image: scandals in American political life."** Corruption and Reform, 3 (3), 1989, pp. 247-259.

"Aux États-Unis, le scandale est devenu partie intégrante de la vie politique, et en particulier du processus de sélection des candidats. L'importance qu'il prend est surtout lié au déclin de la confiance du public dans le gouvernement, plutôt qu'à un changement d'attitude chez les journalistes."

161. PAGEL,Stacy. **"Ethics cases over the years."** Congressional Quarterly Weekly Report, 47, April 29, 1989, pp. 940-942.

"U.S. House members investigated by the Ethics Committee 1968-1989."

162. **"Pay-raise bill also spells out new ethics, lobbying rules."** Congressional Quarterly Weekly Report, December 2, 1989, pp. 3327-3329.

"Congress on Nov. 18 cleared legislation (HR 3660) that overhauls House and Senate ethics rules for the first time since 1977... It also incorporates new restrictions on lobbying by government officials, including members of Congress, after they leave office."

163. **"Phelan's report accuses Wright on more than 100 counts."** (Summary of special counsel's report). Congressional Quarterly Weekly Report, 47, April 29, 1989, pp. 995-1001.

"Speaker criticized for his book publication, oil investments, gifts from Mallick and use of undue influence."

164. PYTTE, Alyson. **"Questions of conduct delay vote on Tower."** Congressional Quarterly Weekly Report, February 4, 1989, pp. 222-223.

"Concerns about Tower's conflicts of interest centered on his "revolving door" relationship with government and the defense industry. After serving as chief U.S. negotiator in strategic arms reduction Talks (START) with the Soviel Union in 1985-86, Tower worked as a consultant for four major defense contractors, as well as for several consulting firms that worked for defense contractors."

165. ROBERTS, Robert N. **White House ethics: the history of the politics of conflict of interest regulation.** New York: Greenwood Press, 1988. 215p. 347.30288 R646.

"This book presents a chronological history of the evolution of the system for regulating conflicts of interest involving employees and officials of the executive branch and the role played by the White House in developing and implementing conflict of interest policy. It is the main theme of this book that efforts to deal with the conflict of interest problem have failed because of a general lack of understanding of how the system developed and as the result of continuing disagreement over what constitutes a prohibited conflict of interest under current rules and regulations."

166. **"Should Congress approve "The Federal Employees? Political Activities Act of 1987?"** (Symposium). Congressional Digest, January 1988, 67, pp. 10-31.

167. SIMMONS, Charlene Wear. **Conduct becoming a legislator: a report of the Assembly.** Sacramento, Ca.: California Assembly. Select Committee on Ethics, 1989. 33p.

168. SPRING, Joel. **Conflict of interest: the politics of American education.** White Plains, N.Y.: Longman, 1988. 192p.

"Interrelationship of government administrators at all levels, interest groups, politicians, and knowledge brokers, effect on educational policy."

169. TRUELSON, Judith A. "**Implications of whistleblowing for public administration education.**" Policy Studies Review, no 8, Summer 1989, pp. 871-876.

"Public administration programs should acquaint students with the ethical implications of whistleblowing (the exercise of freedom of speech by government employees to reveal official acts that are illegal, immoral, injust, or detrimental to the public interest. Courses dealing with the issue of whistleblowing should approach the topic from three analytical perspectives: the individual level of analysis the moral dilemmas and conflicts of interest that face professionals who go public with allegations of official wrongdoing; the organisation level of analysis institutional channels of dissent, organizational culture, retaliation against whistleblowers, and the role of legal protections for dissent in the workplace and the environmental level of analysis social accountability, regulation and the formation of public interest support groups."

170. WITT, Elder. "**Is government full of crooks, or are we just better at finding them? State and local officials are being indicted and convicted in record numbers, but it's not entirely clear what that means.**" Governing: the states and localities, 2, September 1989, pp. 32-35.

"Effects of devolution, new laws, improved recording equipment, and undercover operations; included data on officials convicted between 1970 and 1987."

171. YOUNG, Gaël T. **"Is the reward system the problem?"** Bureaucrat, no 18, iss. no 1, Sprinc 1989, pp. 11-13.

"The federal government has norm of conduct, but they are vaguely defined. There are sanctions, but enforcement may be linked to senior executives' bonus awards. There is little certainty of response, and the widespread ethical violations of the Reagan administration hase continued under George Bush. Both parties have been involved. The standards and negative sanctions need to be strenghthened, but enforcement is the main problem. The pervasive disregard for ethics has a corrupting effect upon the nation's values."

III - EUROPE

172. (BELGIQUE). **"6 juillet 1987 - Loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives."** Bulletin usuel des lois et arrêtés, 1987, p. 990.

173. CHAPMAN, Richard A. **Ethics in the British Civil Service.** Londres: Routledge, 1988. 338p.

174. **Comparative political finance in the 1980s.** New York, N.Y.: Cambridge University Press,1989. 274p.

"Based on papers presented at meetings of the Research Committee on Political Finance and Political Corruption. Financing of politics, political parties, candidates, and elections in 11 countries (Great Britain, Canada, Australia, Israël, Italy, Spain, the Netherlands, West Germany, Austria, Sweden and the U.S."

175. DESLHIAT, Claude et Christian Mare. **"La politique et l'argent: législations française et étrangères."** Regards sur l'actualité, no 140, avril 1988, pp. 3-24.

L'étranger, cependant, donnait l'exemple. Longtemps après la Grande-Bretagne qui a réglementé le financement des élections dès 1863, la plupart des démocraties occidentales adoptent des dispositions sur le finance-

ment des partis et des campagnes électorales dans les années soixante-dix: la Suède en 1966, la RFA en 1967 puis en 1969 et 1983, la Finlande en 1969, Israël en 1973, l'Italie en 1974, les États-Unis en 1974 et 1976, le Japon en 1975, le Québec en 1977, les Communautés européennes en 1979 et 1984. L'Espagne les rejoint en 1985. Plus rares sont en revanche les pays qui contrôlent peu ou prou la probité de leurs hommes politiques: le Japon et, surtout, les États-Unis et l'Italie.

En adoptant le 25 février 1988, dans les mêmes termes que les députés (2), les deux projets de loi relatifs "à la transparence financière de la vie politique" que leur avait soumis le gouvernement après avoir par deux fois consulté les dirigeants des cinq formations politiques représentées au Palais Bourbon, les sénateurs ont donc permis à la France de rejoindre les autres grandes démocraties occidentales.

176. DROUOT, Guy. **"La transparence financière de la vie politique (à propos des lois du 11 mars 1988 relatives à la transparence financière de la vie politique)."** Actualité législative Dalloz, no 14, 30 juillet 1988, pp. 151-161.

"Souhaitée de longue date par une opinion lassée des scandales... la réforme relative à la transparence financière de la vie politique est entrée en vigueur. Les deux lois, dont elle a fait l'objet combleront-elles cependant le vide qui caractérisait jusqu'alors la vie politique française dans ce domaine? Permettront-elles de mettre un terme aux pratiques qui discréditaient les partis et les hommes politiques aux yeux de l'opinion?"

177. FRANCE. Assemblée nationale. Huitième Législature. Deuxième session extraordinaire de 1987-1988. **Projet de loi modifié par le Sénat relatif à la transparence financière de la vie politique."** Paris, 1988. 6p. (Document no 1229).

Ce projet de loi aborde le financement des campagnes électorales, le financement des partis politiques et la déclaration du patrimoine.

178. FRANCE. Assemblée nationale. Huitième Législature. Deuxième session extraordinaire de 1987-1988. **Rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la transparence financière de la vie politique**. Paris, 1988. 21p. (Document no 1240).

Ce rapport aborde le financement des campagnes électorales, le financement des partis politiques et la déclaration du patrimoine.

179. FRANCE. Assemblée nationale. Huitième Législature. Deuxième session extraordinaire de 1987-1988. **Rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (no 1215) relatif à la transparence financière de la vie politique**. Paris, 1988. 43p. (Document no 1217).

Ce rapport est divisé en quatre parties: dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions sélectives; dispositions relatives au financement des campagnes pour les élections des députés; dispositions relatives au financement des partis et des groupements politiques; dispositions diverses et transitoires."

180. FRANCE. Assemblée nationale. Huitième Législature. Deuxième session extraordinaire de 1987-1988. **Proposition de loi tendant à assurer la transparence du patrimoine des élus et responsables politiques, l'accès égal des candidats au suffrage universel, le pluralisme de l'information et le statut des élus**. Paris, 1988. 17p. (Document no 1189).

Projet de loi présenté par le groupe communiste à l'Assemblée nationale.

"La réponse à la question du financement des partis consiste, en premier lieu, à réaffirmer le fondement démocratique de l'existence des partis."

181. FRANCE. Assemblée nationale. Secrétariat général. **Le statut de député**. Paris: Economica, 1989. 119p. 328.44 C752 01.

Deuxième partie: Les incompatibilités.

Troisième partie: L'indemnité parlementaire et la déclaration du patrimoine.

182. FREARS, John. **"Not sex, the abuse of power: political scandal in France."** Corruption and Reform, 3 (3), 1989, pp. 307-322.

"Malgré les nombreux scandales en France, la légitimité de la Ve République n'a pas été remise en cause, et certaines institutions, telles que les investigations permanentes du judiciaire dans ce genre d'affaires, contribuent à moraliser la vie politique. La raison essentielle de la persistance des scandales politiques doit plutôt être recherchée dans la liberté excessive, et insuffisamment contrôlée, dont jouissent les hommes au pouvoir.

183. GRANDE-BRETAGNE. Parliement. House of Commons. **Register of members' interest on 10th January 1989.** London: HMSO, 1989. 91p.

184. GRANDE-BRETAGNE. Parliament. House of Commons. Select Committee on Members' Interests. **Ist report**. London: HMSO, 1989.

185. GRANDE-BRETAGNE. Parliament. House of Commons. Committee of Privileges. **Report of the Committee of Privileges: session 1988-89: alleged misconduct affecting a Parliamentary agent: report, together with proceedings of the Committee, minutes of evidence, and appendices**. London: HMSO, 1989. 47p.

186. LIKIERMAN, Andrew. **"Ethical dilemmas for accountants: a United Kingdom perspective."** Journal of Business Ethics, 8, August 1989, pp. 617-629.

"Focuses on sustaining objectivity and possible conflicts of interest during an audit."

187. **"Loi organique no 88-226 du 11 mars 1988, relative à la transparence financière de la vie politique."** Actuali-

té législative Dalloz, no 7, 21 avril 1988, pp. 196-199.

Dispositions relatives au Président de la République: déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République; financement des campagnes pour l'élection. Dispositions relatives aux membres du Parlement: déclaration du patrimoine des membres du Parlement, financement des campagnes pour l'élection des députés. Dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives. Dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés. Dispositions relatives aux partis et groupements politiques et à leur financement."

188. PAVLAK, T.J. et Gerald M. Pops. **"Administrative ethics as justice."** International Journal of Public Administration, vol. 12, no 6, 1989, pp. 931-948.

"This paper presents an ethical framework for decision-making in public administration based on the preeminent value of justice. In discussion of this framework, the paper deals with three major issues. The first of these is the character of the just administrative decision, the second is the character of the just public organization, and the third is the impact of a justice - based administrative ethic on the role of the responsible administrator."

189. VELU, Jacques. **"Les incompatibilités parlementaires"**, pp. 484-493 in Droit public: tome premier: le statut des gouvernants. Bruxelles: Bruylant, 1986. 884p. 344.9302 V446.

Les incompatibilités découlant de la Constitution; les incompatibilités et interdictions découlant de lois ou de règlements; les incompatibilités avec d'autres fonctions publiques, avec des fonctions privées; les règles relatives à l'attribution de décorations et de titres de noblesse; les perspectives nouvelles.

- Le texte contient de nombreuses références bibliographiques.

190. WINN, Mylon. **"Ethics in organizations: a perspective on reciprocation."** International Journal of Public Administration, vol. 12, no 6, 1989, pp. 867-887.

"Some scholars have assigned the responsility for ethical conduct in the public sector to individual administrators. Supporters of this perspective contend that individuals are able to introduce ethics into the administrative process by assuming personal responsibility for ethical action. The reference is that organizations cannot be expected to assume responsibility for ethical conduct... An argument that organizations and individuals engage in complimentarity actions which lead to ethical conduct is largely absent in the literature. I argue that there is reciprocal relationship between individuals and organizations. Thus, individual and organizational ethics are not separate but interactive entities."

LISTE DES TITRES PARUS

DANS LA SÉRIE "BIBLIOGRAPHIE"

No 1 Privatisation (octobre 1986) - 50p.
No 2 Déréglementation (décembre 1986) -121p.
No 3 Charte de la langue française: Loi 101 (janvier 1987) - 62p.
No 4 Les nouveaux libéralismes économiques (mars 1987) - 48p.
No 5 Politique de l'habitation (mai 1987) - 54p.
No 6 Réforme de la taxe foncière (avril 1987) - 10p.
No 7 Politique industrielle (mai 1987) - 28p.
No 8 Francophonie (mai 1987) - 78p.
No 9 Équité salariale (mai 1987) - 17p.
No 10 Réforme fiscale (juillet 1987) - 39p.
No 11 Politique de l'environnement (octobre 1987) - 41p.
No 12 Organisation policière (décembre 1987) - 26p.
No 13 Subventions agricoles, 1980-1987 (décembre 1987) - 23p.
No 14 Le Whip (février 1988) - 11p.
No 15 Discipline de parti (avril 1988) - 23p.
No 16 Clause nonobstant (juin 1988) - 16p.
No 17 Heures d'affaires dans les établissements commerciaux le dimanche (novembre 1988) - 8p.
No 18 Municipalités régionales de comté (décembre 1988) - 12p.
No 19 Relations entre le Québec et les États-Unis (décembre 1988) - 5p.
No 20 Privatisation des services de santé 1985-1988 (février 1989) - 13p.
No 21 L'accord du lac Meech, 2e édition (septembre 1989) - 23p.
No 22 Privatisation 1986-1988, 2e édition (décembre 1988) - 52p.
No 23 Charte de la langue française (Loi 101), 2e édition (septembre 1988) - 115p.
No 24 Charte de la langue française (Loi 101), mise-à-jour du no 23 (septembre 1988 - avril 1989) - 20p.
No 25 Avortement (prises de position et aspects juridiques) (mai 1989) - 43p.
No 26 Entreprises internationales, transnationales et multinationales (janvier 1988) - 64p.
No 27 Politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés (juillet 1989) - 39p.
No 28 Adoption internationale 1980-1989 (août 1989) - 12p.
No 29 Référendums (1979-1989) (novembre 1989) - 50p.
No 30 Taxe sur les produits et services (Phase II du Livre blanc sur la réforme fiscale) (novembre 1989) - 31p.
No 31 Chartes, déclarations, recommandations et ententes concernant l'environnement (décembre 1989) - 17p.
No 32 L'État et les personnes âgées (décembre 1989) - 13p.
No 33 Édition du livre au Québec 1980-1990 (mise-à-jour du Biblio Éclair no 49 paru en décembre 1980: "L'industrie de l'édition au Québec"). (Janvier 1990) - 20p.
No 34 Ombudsman - Statut, rôle, pouvoirs, organisation (février 1990)- 48p.
No 35 Conflits d'intérêts 1988-1990 (avril 1990) - 46p.